

La montée de l'antisémitisme en Europe, dans les années 2 000

par Gérard FELLOUS¹

**en collaboration avec
Gilbert NERSON²**

Plus de 70 ans après la Shoa, l'Europe connaît un accroissement exceptionnel de l'antisémitisme : C'est le cri d'alarme que lançait fin janvier 2014 le Commissaire aux Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muiznieks. Estimant que l'Europe reste hantée par l'antisémitisme, il ajoutait : « *En dépit de l'absence de statistiques officielles dans bien des pays, des recherches et des sondages montrent qu'une hostilité profondément enracinée continue de menacer la sécurité et la dignité humaine des juifs dans toute l'Europe* ».

¹ Secrétaire général de la Commission nationale consultative des droits de l'homme auprès du Gouvernement, entre 1986 et 2006, il a été rapporteur des rapports annuels (1990-2006) sur « La lutte contre le racisme et la xénophobie », remis au Premier Ministre. Gérard Fellous a contribué à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales en France et dans les organismes internationaux.

Expert et consultant auprès des Nations unies, de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation internationale de la francophonie, du Médiateur de la République, il apporte une assistance technique aux différents réseaux des Institutions nationales des droits de l'homme et des Médiateurs.

Site : <http://gerardfellous.com>

² Représentant du B'nai B'rith auprès de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe et auprès du Parlement Européen. Médecin retraité, ancien expert auprès des Tribunaux. Membre et ancien responsable local de Médecins du Monde.

Le pape François a déclaré qu'il ne devait pas y avoir de place pour l'antisémitisme, exprimant son profond chagrin après la tuerie au Musée juif de Bruxelles. Il a souhaité une éducation qui ne laisse aucune place à l'antisémitisme³. En France, le cardinal André Vingt Trois, archevêque de Paris, pour lequel « *des seuils sont franchis* », exprimait « *un sentiment d'horreur* » au lendemain de la tuerie de Belgique. Les responsables de partis politiques, des principaux cultes et des confédérations syndicales ont signé conjointement, à l'appel du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) un texte intitulé « *Vivons ensemble !* » dans lequel ils ont dénoncé un « *climat malsain* » qui s'installe dans leur pays, particulièrement au cours d'une manifestation d'Extrême droite (Jour de colère), lancée avant les élections municipales, au cours de laquelle on a entendu : « *Juif, la France n'est pas à toi* ».

Tirant la sonnette d'alarme, la Française Simone Veil, qui fut ministre de la Justice, lançait en 2014 : « *L'antisémitisme et les racismes ont un potentiel explosif exceptionnel qui justifie des réactions exceptionnelles* »⁴ S'adressant aux jeunes français rassemblés sur le site où plus de 2 000 Juifs, y compris des enfants, furent rassemblés en août et septembre 1942 avant d'être déportés vers Auschwitz, l'ancienne déportée mettait en garde : « *Il vous appartient que la vigilance ne soit pas un vain mot, un appel qui résonnerait dans le vide de consciences endormies (...) Votre responsabilité est de ne pas céder aux amalgames, à toutes les confusions ...) Sachez faire preuve de discernement, alors que le temps nous éloigne toujours plus de ces événements, faisant de la banalisation un mal peut-être plus dangereux que la négation (...)* ».

Autre autorité morale française, Robert Badinter, ancien ministre de la Justice, lançait un appel au lendemain des élections européennes qui enregistrèrent la percée de plusieurs partis d'Extrême-droite, constatant : « *Nous assistons à une renaissance de l'antisémitisme* », face à laquelle il demande « *à l'éducation, l'école, de ne rien laisser passer, ne rien tolérer dans les classes dans lesquelles on refuse d'écouter l'enseignement de la Shoah* ». Il ajoutait : « *La République ne peut admettre le racisme, la République ne peut supporter l'antisémitisme (...) il y va de l'âme de la France* ».

³ Intervention du 25 mai 2014 à Tel Aviv (Israël)

⁴ Message lu au Camp des Milles, pour la journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de la Shoah.

Pour le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) Roger Cukierman : « Depuis 2000, le climat se dégrade dans la société, particulièrement à l'égard des juifs. Les violences n'ont cessé de s'aggraver au cours de ces dernières années ». Il ajoute : « La montée des extrêmes-droites nationalistes en Europe inquiète. Elle remet en question nos valeurs républicaines du respect de l'Autre. En histoire, il ne faut pas avoir la mémoire courte »⁵.

Pour sa part, le président du Congrès juif mondial (CJM), Ronald Lauder, a réclamé un sursaut sécuritaire « au niveau européen »⁶. Le leader du judaïsme américain a demandé : "Les forces de sécurité en Europe doivent être considérablement renforcées », pour « faire face au mouvement général de radicalisme » djihadiste.

L'antisémitisme, tout comme le racisme et la xénophobie, constituent de graves violations des droits de l'Homme.

Des formes évolutives

Les historiens distinguent l'antijudaïsme, manifestation d'hostilité envers des juifs, pratiquants du judaïsme, qui apparaît antérieurement au christianisme, comme l'attestent des écrits d'auteurs « païens » de l'Antiquité, adeptes des religions traditionnelles de Rome et d'Athènes, de l'antisémitisme, terme qui apparaît en 1879, forgé par un allemand, Wilhelm Marr, pour désigner la haine des Juifs, considérés comme un groupe ethnique ou racial. Dans un pamphlet intitulé : « La victoire du judaïsme sur la germanité considérée d'un point de vue non confessionnel » il développe cette haine des juifs dans un contexte de nationalisme exacerbé, où les juifs de la diaspora, « peuple de l'exil et de l'errance » sont déclarés ne pas pouvoir s'intégrer à une nation. Antérieurement et depuis son avènement la Chrétienté a développé une forme d'antijudaïsme rendant les juifs responsables de la mort du Christ, et les accusant de n'avoir pas reconnu le messie Jésus.

Au XIXe. Siècle, deux formes nouvelles d'antisémitisme apparaissent : A l'époque de la révolution industrielle, les instigateurs de la lutte des classes font des juifs des oppresseurs des classes laborieuses, les couches populaires

⁵ Texte intitulé : « Il faut combattre l'antisémitisme sans faillir », publié dans le quotidien le Figaro du 1 er juin 2014

⁶ Conférence de presse du 2 juin 2014 donnée à Bruxelles

se persuadant que les juifs se nourrissent de leur labeur. Parallèlement, les idées positivistes, le darwinisme, l'anthropométrie donnent naissance à un concept pseudo-scientifique de la race, et des théories de l'inégalité des races : De groupe religieux, les juifs sont alors perçus comme une race, avec des caractéristiques particulières, face à l'Aryen dont il serait le négatif.

Dans les années 2 000, l'antisémitisme ne peut plus être considéré comme une forme de racisme, du fait même que scientifiquement il n'existe pas de race juive. Bien que s'attaquant aujourd'hui aux composantes d'un peuple qui, dans sa globalité, partage théoriquement les mêmes croyances, les mêmes valeurs morales et un passé commun, l'antisémitisme n'est pas de la même nature que l'islamophobie, concept forgé dans les années 2 000 pour désigner une critique d'une religion, l'islam.

Juridiquement, l'antisémitisme est assimilé à une forme de racisme. Par exemple, dans la législation française, il entre dans le cadre de la lutte contre le racisme et se trouve pénalement sanctionné dans les cas de « *provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée* » (loi du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme). S'ajoute la sanction de « *ceux qui auront contesté (...) l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité ...* »

Il est à souligner que toute législation luttant contre l'antisémitisme est difficile à instituer au niveau de l'Europe, dès lors qu'il n'existe pas de définition juridique commune et que « la définition comme base de travail » qui avait été publiée en 2005 par le Centre l'Observation du racisme et de la xénophobie en Europe (devenu l'Agence des droits fondamentaux-FRA) a été supprimée de son site officiel.

Diagnostic des manifestations d'antisémitisme

L'antisémitisme qui se développe en Europe au cours des années 2 000 prend principalement trois formes:

- La première, peut-être la plus visible est le produit d'un transfert sur le continent européen des tensions endémiques au Proche-Orient ;
- La deuxième réside dans l'apparition marquée d'un populisme politique, dans les échiquiers politiques nationaux, et particulièrement à l'occasion des dernières élections au Parlement européen;
- Il faut y ajouter le discours et les actes de l'Extrême-droite traditionnelle, avec son avatar qu'est le négationnisme.

Les récents travaux des instances européennes, particulièrement ceux de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (Vienne), ainsi que ceux de l'ECRI, du Conseil de l'Europe (Strasbourg) donnent de nombreuses illustrations, de ces manifestations de judéo phobie.

▪ *Des statistiques en hausse*

Prenons quelques pays (cités par ordre alphabétique) qui font état de faits récents antisémites ou établissent des statistiques fiables :

**La principauté d'Andorre*, considérée comme un havre de démocratie et de sécurité, a sombré, comme tant d'autres régions d'Europe, dans la terreur antisémite, lorsqu'un jeune garçon de 21 ans, a été défiguré par un groupe se proclamant publiquement de néo-nazis, à la sortie de la Discothèque Tabola à la Massana. Tout en le frappant ils hurlaient :- « *Hitler n'a pas tué assez de juifs* » - « *Il aurait dû les tuer tous – Vous les juifs êtes la lie* ». La date de cette agression pour tuer (18 avril) n'était pas un hasard, puisque le 21 avril marque la célébration de la naissance d'Hitler. Le jeune homme a souffert en particulier de sept fractures faciales, avec la boîte crânienne défoncée. Une longue opération de reconstitution faciale a été nécessaire pour lui implanter deux plaques, huit vis et une maille de titane dans la face. Trois agresseurs interpellés ont été relâchés par la police alors qu'une attaque d'une telle nature est considérée comme une infraction pénale par la Constitution andorrane.

****En Belgique, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme a enregistré en 2012, 88 plaintes à la suite d'actes antisémites, en accroissement par rapport à 2011 (62), et 2010 (57). Elles se répartissaient entre des déclarations antisémites sur Internet (28), des agressions verbales (15), des affirmations négationnistes (13) et des actes de vandalisme (11). Pour le président de ce Centre, il ne s'agirait ici que « de la pointe de l'iceberg car un nombre significatif de victimes ne porte pas plainte ».***

L'apogée sanglante de cette vague d'antisémitisme a bouleversé l'Europe lorsque le 24 mai 2014, en début d'après-midi, un terroriste présumé djihadiste a ouvert le feu dans le musée juif de Bruxelles, tuant quatre personnes. Le Premier ministre, Elio Di Rupo, déclarait alors : « *Notre pays et tous les Belges quelles que soient leur langue, leur origine ou leurs convictions sont unis face à cet acte* ». La ministre de l'Intérieur, Joëlle Milquet, annonçant que les lieux fréquentés par la communauté juive étaient placés en sécurité maximale, estimait qu'aucune menace ne pesait sur le pays en général, et surtout pas sur les élections. Elle prétendait alors qu'il s'agissait d'une « *fusillade, un peu au hasard, dans un lieu qui est un musée juif ; tout cela peut donner lieu à des présomptions d'acte antisémite* ». Dans le même temps, le président du Centre de coordination des organisations juives de Belgique, Maurice Sosnowski, estimait que trop de « *paroles de haine* » ont favorisé le passage à l'acte, et que des mesures doivent être prises pour empêcher que ces propos antisémites se transforment en actes haineux. Il ajoutait : « *Je ne peux pas m'empêcher de penser à l'affaire Merah, à Toulouse* ». Pour sa part, le président de la Ligue belge contre l'antisémitisme (LBCA), Joël Rubinfeld, a estimé immédiatement que « *c'est un acte terroriste, l'assassin étant entré délibérément dans un musée juif* ». Il ajoutait : « *Cela devait arriver, il y a eu une libération de la parole antisémite. C'est le résultat inévitable d'un climat qui distille la haine* ».

Dans la même période apparaissait sur les murs de la capitale de l'Europe, des tags signés d'une croix gammée, proclamant : « *Youpins- Sionistes. Même pourriture : Palestine vaincra : FANE vaincra* ». Durant ce même mois de mai 2014, l'antisémitisme prenait des formes multiples en Belgique, dont nous citerons quelques-unes avec :

--L'annonce de l'organisation du 1^{er} Congrès européen de la Dissidence, à Bruxelles, qualifié de « Foire du livre antisémite », avec la participation

annoncée de Dieudonné M’bala M’Bala, Alain Soral, Hervé Rysen, Johan Livernette, Jo Le Cordeau, et du député fédéral Laurent Louis. Devant les réactions négatives de l’opinion publique, ce rassemblement de s’est finalement pas tenu.

--Un courriel adressé au président du Consistoire israélite, signé « Ashkan » (24 mai) ; la vente publique d’ouvrages antisémites dans la librairie Xsime de la commune d’Uccle, qui diffusait également des billets d’entrée au « Congrès de la dissidence » organisé par les amis de Dieudonné.

--Un mois plus tôt, le volet métallique d’un magasin de Saint-Gilles était tagué par l’inscription « Sale juif », incident que la Ligue belge contre l’antisémitisme (LBCA) a qualifié de « *révélateur du climat actuel plutôt tendu* », que son président estime être « *une des conséquences de la libération de la parole antisémite qui restait encore clandestine il y a quelques années* ».

Le mois d’avril 2014 avait été marqué par plusieurs incidents parmi lesquels : --Des propos antisémites scandés contre l’entraîneur (de nationalité israélienne) de l’équipe du Standart, à l’issue d’un match de football (17 avril) contre l’équipe de Lokeren.

En mars, (nuit du 29 au 30) des tags marqués « Hitler » étaient tracés sur l’école juive religieuse Viznitz de Briatmontel à Anvers. La veille, une vidéo postée sur YouTube, signée du blogueur Johamo, expliquait pourquoi il « n’aime pas les juifs ».

En février, dans le train de 17 h. 12 reliant Liège à Bruxelles, via Namur, les passagers eurent la surprise d’entendre via les haut-parleurs, l’annonce suivante : « *Mesdames, Messieurs, nous allons à Auschwitz. Tous les juifs sont priés de descendre prendre une petite douche* ».

Quelques jours plus tôt deux jeunes joueurs de football de l’équipe belge U17, de moins de 17 ans, ont partagé sur les réseaux sociaux une photo d’eux, vêtus des vestes officielles de la fédération belge de football, en train de faire une « quenelle », avec comme titre : « Concentration en mode quenelle ». Le 28 janvier, Omar Rahou, un joueur de 21 ans, de l’équipe nationale belge de football, les Diables rouges, avait ponctué son but contre l’équipe adverse, en faisant une « quenelle », lors de l’Euro de Futsal à Anvers.

Le 15 janvier 2014, le député fédéral belge du mouvement populiste « Debout les Belges », Laurent Louis, dont l'immunité parlementaire avait été levée par la Chambre des représentants en décembre 2013, avait interpellé le ministre de l'Intérieur en affirmant que : « *Depuis 10 ans, Dieudonné est persécuté pour oser tourner en ironie une idéologie, le sionisme* ».

Le 11 de ce même mois, à la suite d'un article publié par le journal La Meuse, intitulé : « Valls m'a déclaré la guerre », dans lequel Dieudonné annonce que son spectacle a été interdit à Paris, un internaute utilisant le pseudo de « Rayan Addes » écrit : « Marre, marre, marre de ces nez crochus qui dirigent l'Europe uniquement pour honorer la Shoah... »

Dans une analyse⁷, Joël Kotel écrit : « *En Belgique, les mythes, et non les faits, sont têtus. S'agissant du racisme, nos « spécialistes » autorisés extrême-droite ne cessent de nous annoncer, depuis près de 10 ans, la mort de l'antisémitisme, pour mettre en avant la seule, et fort mal nommée, islamophobie. Cette double thèse de l'effacement progressif de l'antisémitisme et de la victimisation des musulmans comme nouveaux juifs fait désormais figure d'Évangile (...)* Depuis plus de trente ans, sans que cela n'émeuve nos leaders d'opinion, ce sont ses leaders (J.Wybran), ses écoles juives, ses synagogues, et désormais ses musées qui sont visés et ce, dans un silence qui confine à la névrose sociale et politique. C'est que l'antisémitisme dérange pour n'être plus essentiellement d'extrême droite mais syncrétique ». Pour cet analyste : « *Le nouvel antisémitisme procède désormais de cette étrange alliance entre droite radicale, ultragauche et courants islamistes qui fait du sionisme l'explication du Mal. Sous couvert d'un discours anti-israélien, l'antisionisme radical n'est qu'un simple redéploiement de l'antisémitisme traditionnel(...)* Les nouveaux antisémites, tels Dieudonné ou Laurent Louis, adoptent la très commode stratégie de se présenter comme antisionistes. Leur discours prétendument antisioniste n'en est pas moins antisémite pour recycler tous les clichés qui ont conduit à la Shoah ». Il conclut : « *Ne serait-il pas temps de voir le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme (CECLR) poursuivre enfin les propos et agissements antisémites ?* ».

⁷ « Carte blanche » de Joël Kotel dans le journal Le Soir » du 27 mai 2014 sous le titre : « Antisémitisme : Il est urgent d'agir », réservée aux seuls abonnés.

****En Croatie, le cimetière juif de Split, vieux de plus de 400 ans, a été profané entre le 10 et le 13 avril 2014. Plusieurs tombes ont été violées, des stèles et des clôtures détruites, de même que des ornements de pierre tombale ont été endommagés (Jewish Press, 27 avril 2014)***

****Au Danemark, le Conseil municipal de Copenhague enregistre en 2013, environ une attaque antisémite par semaine.***

****En France, l'année 2012 a marqué un sommet dans les violences antisémites, avec 4 morts, dont 3 enfants devant une école juive de Toulouse, et 614 actes antisémites, contre 389 en 2011, soit une augmentation de 58% Les agressions physiques ou verbales ont augmenté de 84% entre ces deux années.***

En 2013, 40% des violences racistes étaient dirigées contre des Juifs, soit 423 actes antisémites recensés, alors que ceux-ci ne représentent que 1% de la population, souligne le Service de protection de la communauté juive (SPCJ). Sur les 105 actions antisémites (homicides, attentats, incendies, dégradations et voies de fait) recensés dans l'année, 49 (47%) correspondaient à des atteintes aux personnes, particulièrement des jeunes sur la voie publique, et 22, contre des synagogues. La région d'Ile de France était la plus touchée (50 violences), soit dix fois plus que l'Alsace (5), précise le ministère de l'Intérieur.

Au cours du premier trimestre 2014, le nombre d'actes antisémites s'est élevé à 169, soit en augmentation de 44 % comparativement au même trimestre de l'année précédente⁸. Les actions violentes antisémites (45) ont augmenté de 55% et les menaces (124) de 41%. On comptait alors 21 violences, 24 dégradations et vandalisme, de même que 51 propos, geste menaçant, démonstrations injurieuses ; 12 tracts et courrier, et 61 inscriptions antisémites

Le seul mois de janvier 2014 a enregistré une augmentation globale de 130 % par rapport au même mois de l'année précédente. Janvier avait été marqué par l'affaire Dieudonné, par des « quenelles » devant des bâtiments de la communauté juive, par la manifestation d'extrême droite « Jour de colère ».

Parmi ces actes on retiendra quelques-uns significatifs :

⁸ Rapport du SPCJ (Service de protection de la communauté juive), entre le 1^{er} janvier et le 25 mars 2014

--A Paris (10 janvier 2014) une collégienne de 14 ans est agressée par quatre garçons, au sein de son établissement scolaire, aux cris de « sale juive ». Une semaine auparavant elle avait sévèrement agressée, poursuivie dans les couloirs et entraînée dans un local à poubelles.

--A Lyon (20 janvier), un jeune homme a posté sur YouTube une vidéo contenant des menaces de mort, se déclarant être le « nouveau Merah ». Supprimée après de nombreux signalements d'internautes, elle était remplacée le même jour par le même auteur.

--A Thiais (26 février), un jeune homme a été agressé devant le pavillon familial par deux individus aux cris de : « Sale juif ; on n'aime pas les juifs ici, on n'est pas en Israël, on est en Palestine ». Ceinturé au sol, il a été dépouillé de son téléphone et de son argent, après avoir été roué de coups.

--A Paris (9 mars), dans le quartier Saint-Paul, un homme de 52 ans, qui entrainait dans une synagogue orthodoxe est agressé par deux individus qui guettaient. Il subit de violentes décharges électriques de Shoker.

-- A Lyon (13 mars 2014), une jeune femme, portant une étoile de David autour du cou, a été battue dans un Lavomatic de la banlieue, par une femme et sa fille, aux cris de « Sale juive ! Retourne dans ton pays en Israël ! ». Elle a déclaré à la police que ses agresseurs étaient d'origine arabe.

--Dans le Haut-Rhin (8 mai, date de la victoire de la Démocratie sur le régime nazi), de nombreuses inscriptions antisémites et nazies ont été apposées sur les murs. Pour le CRIF Alsace : *« Ces inscriptions ne sont malheureusement que la manifestation la plus visible de l'existence et de l'activisme des nostalgiques d'un passé et de principes qui ont montré leurs conséquences désastreuses. Elles ont été commises en zone frontalière. Ceci confirme l'alliance qui se fait par-dessus les frontières entre ces groupes fascistes, ce qui justifie pleinement la collaboration entre les forces de police »*

--A Créteil, Val-de-Marne (24 mai), quelques heures après l'agression mortelle au Musée juif de Bruxelles, deux frères de 18 et 23 ans, qui sortaient de la synagogue proche, portant une kipa (couvre-chef religieux) ont été roués de coup, et dépouillé de leurs vélos. Ils ont identifié leurs agresseurs comme étant « des maghrébins ». La veille, dans la même ville de la banlieue parisienne, un homme était agressé dans le hall de son

immeuble par trois jeunes, âgés d'une vingtaine d'années, aux cris : « Sale juif, on sait où t'habites, on connaît ta femme, on connaît tes enfants ; On connaît ta bagnole ». Au cours de l'altercation, il un coude fracturé.

--A Garges-lès-Gonesse (95), dans la banlieue parisienne la synagogue d'une importante communauté juive locale a été la cible de jets de pierre (samedi 14 juin 2014), par-dessus de la clôture de la cour où jouaient une vingtaine d'enfants

Depuis l'année 2 000, le nombre d'actes antisémites recensés est en moyenne sept fois plus élevé que le nombre des années 90. Sur la période des années 2 000, six personnes ont été assassinées, dont trois enfants.

Au cours d'un déplacement à Tulle, le président de la République, François Hollande avait réaffirmé « la volonté de la France pour que tous les juifs de France se sentent en parfaite sécurité et tranquillité ».

***En Grèce, douze tombes ont été profanées au cimetière de Thessalonique, deuxième ville dans le nord du pays, qui abritait la plus forte population juive de la région. L'entrée du cimetière a été forcée (31 mai 2014) et des monuments funéraires détruits. Surnommée avant la Seconde guerre mondiale, le « Jérusalem des Balkans », Thessalonique comptait avant l'occupation nazie environ 50 000 juifs dont la majorité a été exterminée entre 1942 et 1943. Il n'en reste aujourd'hui que 1 500.**

***En Hongrie, 7% de la population affirme qu'il n'y a pas eu de chambres à gaz dans les camps de concentration. Sous le gouvernement conservateur de Viktor Oran, les incidents et les paroles antisémites se sont multipliées au Parlement, au cours des quatre dernières années, au point que le Prix Nobel de la paix, Elie Wiesel a renvoyé au gouvernement, en juin 2012, sa décoration d'Etat. A l'occasion de la polémique qui a marqué l'inauguration d'un monument devant célébrer les 70 ans de l'occupation allemande et de la Shoah en Hongrie, la Communauté juive a accusé le gouvernement de vouloir blanchir son pays de sa responsabilité durant cette période.**

****En Italie, des graffitis antisémites ont été tagués (27 mai 2014) sur les murs d'un magasin de produits alimentaires du centre de Rome, dans le quartier de Colli Portuensi : « Juifs, quittez Colli », accompagné de croix gammées. La veille, le musée juif du quartier du Ghetto était resté ouvert**

une partie de la soirée, en signe de solidarité avec le Musée juif de Bruxelles qui avait été agressé.

****En Norvège**, une étude réalisée par la ville d'Oslo indique que 33% des étudiants juifs de la ville sont physiquement menacés ou agressés par leurs camarades au moins deux fois par mois.

****Au Royaume Uni**, au cours des six premiers mois de 2012, le Community Security Trust a dénombré 299 actes antisémites, dont 148 à Londres.

****En Suède**, dans la troisième ville du pays, Malmö, les incidents antisémites ont triplé au cours des 18 derniers mois, par rapport aux deux années précédentes. 60 agressions antisémites ont été perpétrées en 2012, contre 22 en 2010 et 22 en 2011. Sur les 700 juifs encore inscrits en 2009, une trentaine a déjà quitté la ville.

Le 27 mars 2014, le siège de la communauté juive était attaqué par des jeunes. La police qui a arrêté deux agresseurs sur 18 souligne que sur les 300 000 habitants de la ville, 30% sont issus de familles musulmanes, infiltrées par des organisations islamistes radicales.

****En Suisse**, dans la banlieue de Genève, un jeune garçon, élève d'une école internationale, était interpellé par un condisciple qui l'interrogeait sur la rumeur selon laquelle il était juif, en espérant que cela n'était pas le cas car il n'aimait pas les juifs. Le directeur, saisi par les parents n'a pas eu la moindre réaction. Quelques jours plus tôt, une jeune élève d'origine israélienne insultée et agressée se vit répondre par un surveillant : « Nous n'intervenons pas dans les querelles politiques dans cette école. C'est entre vous et eux », faisant allusion aux élèves venant de pays du Golfe.

Il est difficile de quantifier avec précision ces manifestations d'antisémitisme. En effet de nombreux pays du continent n'ont aucune statistique officielle des menaces et actes de racisme, d'antisémitisme ou de xénophobie ; et seulement la moitié des Etats membres de l'Union européenne (13 sur 27) collectent des données sur les manifestations d'antisémitisme signalées.

Il faut citer le cas de l'Ukraine où, durant la crise de Crimée et des soulèvements pro-russe dans l'est du pays, des communautés juives furent victime d'un antisémitisme politiquement instrumentalisé. Environ 100 000 membres de la communauté juive vivent encore dans ce pays (moins

d'1% de la population) ; dont 30 000 à Odessa. Au cœur d'une guerre psychologique d'intoxication et de propagande, ils ont été appelés, par des tracts distribués à la sortie des synagogues, (Donetsk, 15 avril) à se faire enregistrer auprès des autorités séparatistes de la région, sous menace d'expulsion et de confiscation des biens. Pour le rabbin Pinkhas Vychedski, *« cela sent une provocation. Nous ne savons pas qui est derrière »*. Pour le président des organisations et communautés juives en Ukraine, Josef Zissels : *« La question de l'antisémitisme est systématiquement instrumentalisée depuis le début de la crise ukrainienne »*. Il ajoute : *« Quand Poutine dit que l'intervention russe est justifiée par la montée de l'antisémitisme en Ukraine, c'est son régime qui veut provoquer l'antisémitisme pour justifier son agression. Nous avons eu la preuve de telles provocations »*. Des inscriptions sont apparues le 9 avril 2014 sur des dizaines d'immeubles et de murs de Kiev, avec « Mort aux juifs », alors que l'une des principales chaînes télévisées du pays diffusait, depuis le début de la révolution, des reportages contre des hommes d'affaires juifs, particulièrement d'Odessa, affirmant qu'ils « suçaient le sang de l'Ukraine ». Parallèlement, le tabloïde de Moscou, Komsomolskaïa, comparait les manifestant de la place Maïdan, à Kiev, aux partisans de Stépan Bandera (1909-1959), fondateur de l'Armée insurrectionnelle, que le Centre Simon Wiesenthal qualifiait de « collaborateur nazi responsable de massacre de milliers de juifs pendant la guerre 1939-1945 ». Le résultat, selon le journal de la communauté juive, Hadashot, est que quelque 80% des juifs d'Ukraine ont regardé les évènements de la place Maïdan « sinon avec hostilité, du moins avec scepticisme ». Dans le même temps un jeune commandant d'un « groupe d'autodéfense », opposé au régime de Viktor Ianoukovitch, déclarait publiquement son judaïsme religieux, en proclamant : *« Je ne considère pas seulement la présence de juifs à Maïdan comme un devoir moral. C'est aussi un acte politique. Et c'est ce qui nous permettra de continuer à vivre et à travailler dans ce pays(...) Personne ne pourra reprocher aux juifs ukrainiens d'avoir fait l'autruche »*.

▪ *Le ressenti de l'antisémitisme*

Une enquête menée en septembre et octobre 2012 par l'Agence des droits fondamentaux (FRA) auprès de 6 000 juifs⁹ dans 8 pays de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, France, Hongrie, Italie, Lettonie, Royaume-Uni et Suède)¹⁰ montre que deux tiers des personnes interrogées (66%) considèrent que l'antisémitisme est un problème majeur dans leur pays. Trois quart (76%) indiquent qu'il s'est aggravé au cours des cinq dernières années dans le pays où ils vivent. 75% des personnes interrogées constatent que l'antisémitisme sur Internet est un problème, et qu'il s'est développé ces dernières années.

Un quart des personnes interrogées dans ces 8 pays (26%) révèlent qu'au cours de l'année 2012, elles ont été personnellement victimes d'insultes verbales ou de harcèlements, et 4% déclarent avoir été victimes de menaces ou de violences physiques.

Il en résulte un climat de crainte chez ces juifs interrogés, 46% d'entre eux déclarant avoir peur d'être victime d'agression verbale ou de harcèlement antisémite dans les 12 mois suivants, et un tiers (33%) craint une agression physique. Il en résulte que plus d'un quart (27%) évitent certains lieux dans leur quartier, parce qu'ils ne se sentiraient pas en sécurité. 23% déclarent éviter, occasionnellement d'assister à des manifestations juives ou de visiter des sites juifs. Plus de la moitié des répondants (57%) ont entendu ou vu une personne affirmer que la Shoah était un mythe, ou avait été surestimée.

De cette enquête qui porte également sur les formes de discrimination, sur la négation ou la banalisation de la Shoah, sur les moyens de faire face à ces phénomènes ou sur leur répartition par pays, il faut retenir principalement que l'antisémitisme est bien réel dans l'Europe des années 2000 et qu'il est perçu comme s'aggravant.

Ces révélations viennent corroborer les conclusions d'un ouvrage récent de l'universitaire Dr. Manfred Gerstenfeld : « *Diaboliser Israël et les juifs* » qui relève que 150 millions d'européens ressentent profondément l'antisémitisme, et les arguments anti-israéliens. Ce chercheur, cité par le

⁹ Ils se sont identifiés eux-mêmes comme étant juifs, mais ne constituent pas un échantillon représentatif

¹⁰ On estime que dans ces pays résident 90% de la population juive de l'Union européenne

Centre Simon Wiesenthal¹¹ relève également que l'édition en ligne du « Mein Kampf » d'Hitler se trouve à présent dans le groupe de tête des livres les mieux vendus sur le site amazon.com ; que la « quenelle », détournement du salut nazi, apparaît partout en Europe, et que les violences contre des juifs et leurs institutions sont en nette augmentation partout sur le continent , de la France à l'Ukraine.

▪ *Des sondages d'opinion inquiétants*

Selon un sondage lancé par l'Anti-Defamation League¹² dans dix pays européens, « *des attitudes antisémites restent à des niveaux très inquiétants* ».

A l'affirmation selon laquelle « *les Juifs parlent trop de la Shoah* », ont répondu « C'est probablement vrai » : 43 % des sondés Allemands ; 45 % des Autrichiens ; 47% des Espagnols ; 35% des Français ; 63% des Hongrois ; 48% des Italiens ; 25% des Norvégiens ; 31% des Néerlandais ; 53% des Polonais et 24 % des Britanniques.

A l'affirmation selon laquelle « *Les Juifs seraient plus loyaux envers Israël qu'envers le pays où ils vivent* », ont répondu positivement : 52% des Allemands, 47% des Autrichiens, 45% des Français, 72% des Espagnols, 55% des Hongrois, 61% des Italiens, 58% des Norvégiens, 47% des Néerlandais, 61% des Polonais, 48% des Britanniques interrogés.

Une enquête d'opinion internationale¹³ menée dans 96 langues à travers 101 pays (y compris les territoires palestiniens) à travers 53 100 entretiens, révèle que près d'un quart de la population interrogée se déclare d'accord avec une série d'assertions antisémites telles que : --Les juifs ont davantage de pouvoir que les autres dans le monde des affaires-- Les juifs sont plus loyaux envers Israël qu'envers leur propre pays-- Les gens détestent les juifs à cause de la manière dont ils se comportent-- Les juifs pensent qu'ils sont meilleurs que les autres... Il apparaît que 26% des répondants ont exprimé leur accord avec au moins 11 de ces assertions. Du point de vue de la répartition géographique, il s'avère que c'est dans les pays du Moyen-Orient que se situe le plus fort pourcentage (75%) de ceux qui partagent ces stéréotypes antisémites. Vient ensuite la Grèce pays où le parti

¹¹ Initiateur du « Project 150 Campaign » de lutte contre l'extrémisme et la haine en Europe, par l'éducation et l'incitation aux responsables européens de réagir à l'alarmante tendance d'accroissement de l'antisémitisme.

¹² Publié le 20 mars 2012

¹³ Effectuée par l'Institut First International Resources pour la Ligue anti-diffamation, entre juillet 2013 et février 2014. Présentée par le Wall Street Journal

d'extrême-droite Aube Dorée, avait réalisé une percée électorale en 2012, que se situe le plus fort pourcentage (69%) de personnes interrogées qui partagent ces vues.

Autres conclusions de ce sondage : Les sentiments antisémites ne sont pas automatiquement liés à la proximité géographique d'une communauté juive. En effet, parmi ceux qui avouent adhérer à ces assertions négatives envers les juifs, 70% disent n'avoir jamais rencontré personnellement de juif. Par ailleurs, il est surprenant de constater que c'est en Corée du sud, où la communauté juive est quasi inexistante, que plus de la moitié des sondés (53%) valident au moins six affirmations antisémites, alors que c'est au Laos que se trouve la plus faible proportion (0,2%) de personnes adhérant à ces propos antisémites.

Selon l'Index Global ADL, la Suède vient en troisième position des pays les moins antisémites dans le monde, avec 4% - après le Laos et les Philippines- Tout comme dans l'étude de l'Agence européenne pour les droits fondamentaux, 60% des juifs de Suède considèrent l'antisémitisme comme étant un problème important ou relativement important, et 37% estiment que l'antisémitisme a grandement augmenté au cours des cinq dernières années, alors que 43% disent qu'il n'a qu'un peu augmenté. 32% des juifs de Suède avouent avoir vécu des expériences personnelles d'insultes verbales, de harcèlement ou d'agressions physiques, au cours des douze mois précédents.

Enfin, 70 ans après le débarquement des troupes alliées en Europe, 66% des sondés disent n'avoir jamais entendu parler de la Shoah, ou doutent qu'elle se soit réellement produite.

En France, selon un sondage¹⁴ quantitatif qui demande « *Quelles sont, à votre avis, les principales victimes de racisme en France* », 6% répondent en décembre 2013 : les juifs, alors qu'ils étaient 15% en 2004. Sont cités en 2013 en tête (48%) les Nord-africains/musulmans.

La digue de l'interdiction de la réaction raciste reste fragile au cours des années 2 000. A la question de savoir si « *certaines comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes* », 61% répondent positivement en décembre 2013, 68% en décembre 2003, 63% en novembre 2005, et jusqu'à

¹⁴ BVA-CNCDH-SIG, publié dans le rapport 2013 de la CNCDH (La Documentation Française)

65% en décembre 2012, démontrant une sorte d'autojustification ou de banalisation des stéréotypes antisémites : Ainsi, en décembre 2013, 31% des personnes interrogées estiment que « les juifs constituent un groupe à part dans la société » contre 41% en décembre 2004 ; 34% en novembre 2007 ; 23% en janvier 2001 ; 26% en décembre 2012- A la question de savoir si certains termes évoquent quelque chose de négatif, 26% ont répondu que c'était le cas pour « la religion juive » dans le sondage de décembre 2013 – 21% en 2004, 16% en 2009, 15% en 2001- Concernant les opinions à l'égard de différents pays les plus négatives portent sur l'Algérie (50% des personnes interrogées), et Israël (40%) ;

▪ *Les nouveaux vecteurs : L'antisémitisme sur le Net*

Sur Facebook, les messages antisémites à caractère négationniste les plus violents et haineux ont été déposés, début 2014 en France, par des comparses de Dieudonné.

Quelques exemples peuvent en être donnés :

- Une page « Quenelle » présente un photomontage avec une photo d'Adolf Hitler avec la légende : « 6 000, 600 000, 6 millions. J'en sais rien moi. C'est l'intention qui compte. Mais vu le nombre en 2014, c'est à se demander si on n'avait pas installé des couveuses ».
- Sur un autre compte, utilisant une affiche détournée d'un film, Alain Soral, portant un casque américain, annonce : «Un film de Robert Faurisson. Il faut sauver le soldat Soral, avec Dieudonné et Alain Soral- Leur mission : sauver la bête immonde ».
- Accompagnant une caricature antisémite qui représente un rabbin devant l'entrée du camp de Birkenau, la légende : « Chacun son business... »
- La page intitulée « La marche de la Quenelle » propose un lien vers un site antisémite, accompagné de la mention : « Hitler n'est pas mort en 1945 », ainsi qu'un photomontage ridiculisant Anne Frank. Elle propose également une intervention de Joe le Corbeau, un proche de Dieudonné, qui prend la défense de Vincent Reynouard, négationniste français, condamné en 2007

à un an de prison pour contestation de crime contre l'humanité, après avoir écrit une brochure : «Holocauste, ce que l'on vous cache », distribuée auprès des musées, des syndicats d'initiative et des mairies de la région alsacienne.

- Dans la page des « Quenelles toulousaines » il est écrit : «Arnaque à la Shoah : Plus de 42 millions de dollars détournés... »¹⁵.

Au second semestre 2013, les autorités gouvernementales françaises ont fait parvenir au réseau social Facebook 1 661 demandes d'informations concernant 1 845 comptes d'utilisateurs internautes. La société de Mark Zuckerberg indique qu'elle avait reçu, durant la même période, de la part de la totalité des pays, 28 147 requêtes concernant 38 256 utilisateurs, sur le milliard d'internautes qui utilisent ses services. Il faut noter qu'en France, par exemple, cinquième pays au monde qui interroge le plus Facebook, un tiers seulement (33,90%) des requêtes sont satisfaites.

D'autres pays équivalents européens sont plus actifs, tel que l'Italie, avec 52% de demandes satisfaites sur 2 213 utilisateurs, ou la Grande-Bretagne, avec 72,5% sur 2 227 comptes).

Facebook indique avoir bloqué en France l'accès à 80 contenus susceptibles d'avoir violé les lois nationales interdisant la négation de la Shoah. Pour l'Allemagne, il y a eu blocage de 84 contenus, et pour l'Autriche de 78, pour les mêmes raisons. Le plus gros pays demandeur d'informations est les Etats-Unis, avec 18 715 comptes visés, et 81,02% de requêtes satisfaites en tout ou en partie. Seulement 12 pays dans le monde ont imposé le blocage de certains contenus antisémites, mais qui sont restés en ligne pour les autres pays desservis.

Sur Twitter : Les hashtags antisémites tel que #Un Bon Juif... ont empoisonné depuis octobre 2012 la blogosphère, et les réseaux sociaux à une échelle jamais atteinte, en dépit du fait que Twitter ait mis en place, à l'été 2013 un bouton permettant à tout un chacun de signaler un abus ou une violation de la loi sous chaque message posté. Une équipe est dédiée à ces plaintes 24 h. sur 24, en contact avec les associations de lutte contre l'antisémitisme. Sont apparus depuis les hashtags : #IsraëlDoitDisparaître car..., avec des milliers de déclinaisons telles que : ...mon four est en

¹⁵ Informations diffusées par Le Huffinton Post du 12 mai 2014

panne ; ...c'était le dernier souhait d'Hitler ;...c'est des feux et #PutosJudios, ce dernier diffusé à 17 500 tweets après la victoire dans l'Euroligue masculine de basket de l'équipe israélienne du Maccabi de Tel Aviv, contre le Real de Madrid. Il était accompagné en Espagne de messages tels que :...Maintenant je comprends Hitler et sa haine des juifs ;...Le Maccabi prendra sa douche après le match, mais j'espère dans une chambre à gaz.

Sur des vidéos en ligne à l'exemple de celle dans laquelle Dieudonné M'bala M'bala appelle les « non-juifs » à se « révolter » et à se « mobiliser » contre « l'occupation et la servitude » qui seraient imposées par les juifs de France. Cette vidéo vue près de deux millions de fois sur YouTube, a été publiée depuis le compte « iamdieudo », qui est son compte personnel, a signalé l'Union des étudiants juifs de France (UEJF).

L'Extrême-Droite a récemment investi la blogosphère politique avec des sites diffusant largement sa propagande xénophobe et antisémite, présentée comme étant « un outil de ré-information » destiné à « contra carrer la pensée unique ».

Ainsi en France, en 2007, année d'élection présidentielle, la part de ces sites et blogs était de 4,4% de l'ensemble de ce type d'expression politique sur l'Internet. Elle est passée à 5,2% en 2009, et à 12,5% en 2011, soit 132 sites sur un total de 1052¹⁶. Depuis plus de dix ans, Internet est devenu le lieu privilégié de diffusion et d'échanges de tous les courants d'Extrême-droite, dont les principaux sont¹⁷:

****Le *Courant Identitaire*** qui promeut une Europe-Continent Blanc, « ethno différentialiste » opposé totalement au métissage. Deux sites se distinguent comme étant des têtes de pont de cette « fachosphère » : Novopress et François Desouche. Le premier, porte-parole du groupe radical « Courant Identitaire » se présente comme une agence de presse, diffuseur des discours des Identitaires. Le second produit peu, mais relai tout ce qui paraît sur la Toile radicale à propos de l'insécurité, des banlieues, de l'islam, l'objectif étant d'illustrer une supposée connexion entre ces thèmes et l'immigration.

¹⁶ Cartographie établie par le quotidien Le Monde (4 juillet 2011).

¹⁷ Selon le chercheur Marc Knobel

Une multitude de sites choisissent de s'en prendre à différentes personnalités telles que Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Bernard Kouchner ou Michel Drucker, de même qu'à d'autres personnalités supposées être « vendues aux juifs », dans la plus pure tradition de la délation pétainiste. S'y ajoutent une multitude de sites négationnistes, s'adressant souvent à des adolescents.

Deux catégories de contenus de sites polluent la blogosphère : Les mises en ligne de textes politisés, idéologiques, diffusant une propagande élaborée par des groupuscules organisés et hiérarchisés, parfois localisés dans un autre pays. D'autre part, des sites d'expressions spontanées sous pseudonymes d'un antisémitisme « ordinaire » laissant, sous couvert d'anonymat, libre cours aux pires expressions racistes, antisémites, haineuses et injurieuses. Ces dernières expressions ont pollué de nombreux sites d'organes de presse qui ont dû les éliminer régulièrement

****Le *Courant Nationaliste Révolutionnaire (NR)*, très violemment antisioniste, opposé au « cosmopolitisme » et tout à la fois nationaliste, anti-américain et anticapitaliste ;**

****Le *Courant ultra-catholique*, composé de plusieurs tendances, parmi lesquelles « Le Salon Beige », ou « E-Deo », tous opposés à la réforme de Vatican II, et au rapprochement judéo-chrétien, à l'avortement et à la République, et pour certains, d'un antisémitisme virulent.**

Les sites musulmans :

Ils prônent généralement la Guerre sainte (Djihad), tout en diffusant une information et une pratique religieuses. Ainsi, Internet est dans les années 2 000 le principal véhicule de la propagande salafiste sunnite, que ce soit celle des Frères musulmans, des wahhabites ou des djihadistes. De plus, l'islamisme se radicalise et s'internationalise par le biais des réseaux sociaux.

Les sites islamistes radicaux et les medias arabes diffusent sur la Toile de multiples appels explicites à l'antisémitisme. Les Frères musulmans en font un large usage.

Quelques exemples en donnent la tonalité : Ainsi, le 10 janvier 2010, Mohamed Morsi, qui devait en juin 2012 accéder à la présidence égyptienne, déclarait dans un discours diffusé sur le Net : « *Chers Frères,*

nous ne devons pas oublier de nourrir nos enfants de haine envers ces sionistes et ces Juifs, et tous ceux qui les soutiennent. Ils doivent être nourris de haine. La haine doit perdurer ». Quelques mois plus tard (11 octobre 2010), le Guide suprême des Frères musulmans, Mohamed Badié, lançait : *« Le Djihad pour reconquérir Al-Qods (Jérusalem) est un devoir de tous les musulmans(...) Les sionistes ne comprennent que la force, et ne renonceront que par le Djihad sacré ».*

Il en résulte, lors d'une manifestation à Paris en 2010, l'apparition d'une banderole proclamant : « Rien ne peut justifier un génocide ! », laissant entendre que les israéliens perpétraient un « génocide » envers les Palestiniens. Ou à Marseille (30 avril 2012) lorsque deux jeunes garçons agressent un jeune juif portant un couvre-chef (kippa) en lançant : « Nous on est pour la Palestine, on n'aime pas les Juifs, on va tous les tuer, on va vous exterminer, sales juifs que vous êtes » (sur procès-verbal de la police). Au même moment, devant la synagogue de Rillieux-la-Pape, le rabbin était insulté par une bande de gamins de 12 ans environ qui lui ont jeté des pierres. C'était quelques jours après que Mohamed Merah eut assassiné sept personnes dont trois enfants juifs et un rabbin devant l'école Ozar Hatorah de Toulouse. Certains de ces agresseurs n'ont pas caché vouloir rejouer en France, la Deuxième Intifada. Le phénomène perdure : Fin mars 2014, on découvrait sur les murs du secteur Bagatelle de Toulouse, un quartier dit difficile, des tags glorifiant Merah, et insultant la mémoire des victimes juives, alors que les policiers se plaignent d'être attaqués lors de contrôle dans ces quartiers.

Les télévisions accessibles sur le Net :

Des chaînes de télévision de pays du sud de la Méditerranée, d'Iran ou du Golfe diffusent en Europe, sur le Net ou via un satellite capté par une antenne parabolique, en français et en anglais, des programmes à caractère antisémite haineux ou diffamatoire.

Ainsi, le cheikh Youssef Al-Qaradhawi utilise-t-il les chaînes Qatar TV ou Al-Jazeera TV pour lancer : *« Tout au long de l'histoire, Allah a imposé aux (juifs) des personnes qui les puniraient de leur corruption. Le dernier châtiment a été administré par Hitler. Avec tout ce qu'il leur a fait –et bien qu'ils (les juifs) aient exagéré les faits-il a réussi à les remettre à leur place.*

C'était un châtimeur divin. Si Allah veut, la prochaine fois, ce sera par la main des musulmans »¹⁸.

Pour sa part, le prédicateur égyptien, Hassan Fawzi Jabar déclare qu'« Hitler a eu raison de faire ce qu'il a fait aux juifs, car ajoute-il, c'est « la nature » des juifs qui est mauvaise, expliquant qu'il serait vain de les changer, la seule solution étant de « les exterminer »¹⁹.

Le summum est atteint par le prédicateur égyptien Al-Ansari qui, sur la base d'authentiques images d'archives de la Shoah, non seulement justifie celle-ci, mais dit espérer une nouvelle extermination, qui serait cette fois accomplie par les musulmans²⁰.

Le nombre des téléspectateurs de ces chaînes télévisées va bien au-delà des internautes, non seulement dans les publics européens qui veulent les capter, mais également dans les pays arabo-musulmans

Cette accumulation de violences issues des appels à la haine sur le net, reçue en particulier en France, faisait dire au président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone²¹, qu'il faut refuser cet antisémitisme sur l'Internet qui « devient peu à peu une zone de non droit, car quand le « post », quand le « tweet », quand le « chat » se font antisémites, Internet devient un territoire perdu de la République ». Il constatait que : « Les années 2 000 nous ont plongé dans un terrible paradoxe. Alors que la France n'a jamais été aussi diverse, aussi ouverte, aussi tolérante ; alors que jamais les Français n'ont rejeté autant en masse l'antisémitisme- sans doute grâce au travail de mémoire effectué dans notre pays-, jamais les extrémistes n'ont été aussi violents ». Il lançait une alerte : « L'avenir de la République est en jeu. Parce que dans notre histoire, l'antisémitisme ne grandit que quand la République vacille ».

¹⁸ Sur la TV Al-Jazeera du 28 janvier 2009

¹⁹ Sur la chaîne Al-Nas, le 11 juillet 2010

²⁰ Sur la chaîne satellitaire Al-Rahma

²¹ Hôte du dîner du CRIF Rhône-Alpes (30 janvier 2014)

Esquisse de typologie européenne.

I. Le transfert en Europe du conflit israélo-palestinien :

Cette contagion est apparue dans les démocraties occidentales après les attaques terroristes aux Etats unis, et au moment de la seconde Intifada de 2000. Le phénomène a été souvent repris et amplifié par les milieux politiques d'extrême-gauche, tendant à le banaliser.

En France, une enquête qualitative de l'Institut CSA²² révèle que les résonances symboliques du conflit israélo-palestinien se font effectivement sentir sur le territoire national depuis la fin des années 1960, notant que six ans après la séquestration et l'assassinat du jeune Ilan Halimi, et les assassinats devant une école juive de Toulouse en mars 2012, le spectre d'un antisémitisme violent est ressuscité. Il n'en demeure pas moins que les personnes interrogées maîtrisent mal le concept d'antisémitisme, en le renvoyant à un passé révolu, et en affirmant qu'il n'est plus d'actualité, en une sorte de déni ou de banalisation. Cet antisémitisme est attribué par les personnes interrogées essentiellement à l'extrémisme musulman. Interrogés sur le discours antisémite de Dieudonné, c'est l'hésitation qui prévaut, le doute qu'il s'agit bien d'incitation à la haine raciale, les plus jeunes y voyant une opération de marketing, alors que d'autres, particulièrement musulmans, tiennent à faire la part entre un antisionisme qu'ils jugent légitime, et un antisémitisme dont ils prennent distance. Plus inquiétant encore, cette enquête qualitative montre que la plupart des personnes interrogées, estimant qu'il est faux d'affirmer que l'antisémitisme est en recrudescence dans la société actuelle, jugent qu'il n'y a donc pas de danger, et qu'il s'agit d'un non sujet.

Cette même enquête révèle une méconnaissance du judaïsme, de l'histoire et de la culture des juifs français, ouvrant aussitôt la place à un certain nombre de préjugés, et de clichés antisémites tels que les liens entre les juifs et l'argent, le pouvoir, les médias, la victimisation dont useraient les juifs, ou leur double appartenance à deux pays, et l'accusation d'instrumentaliser la Shoah, pour cacher « le génocide des palestiniens ».

²² "Racisme et antisémitisme dans la France d'aujourd'hui", publiée dans le rapport 2013 de la CNCDH, réalisée du 9 au 17 décembre 2013, à travers 30 entretiens individuels semi-directifs, selon un échantillon représentatif.

Le mois d'octobre 2000 a marqué un apogée de violentes antisémites : Une voiture fonce sur des fidèles sortant de la synagogue d'Aubervilliers, dans la banlieue parisienne ; un cocktail Molotov est lancé sur une synagogue du XIXe. Arrondissement de Paris, des élèves sont agressés à la sortie d'une école juive dans le XIXe. arrondissement de Paris, de même que devant une autre école juive de Saint-Ouen, une bouteille incendiaire est lancée sur un restaurant caché parisien, de même sur une école d'Aubervilliers, et sur la synagogue de Clichy-sous-Bois, tandis que des tombes juives sont profanées dans le cimetière de Trappes, 3 cocktails Molotov sont lancés sur la synagogue des Ulis, alors que celle de Trappes est totalement ravagée, le rabbin de la synagogue de Créteil est agressé, deux appartements sont incendiés à Choisy-le-Roi. Pour cette période du 1^{er}. au 25 octobre 2000 le chercheur du CRIF, Marc Knobel a relevé une cinquantaine d'agressions antisémites à Paris et en région parisienne. Il précise qu'en une dizaine de jours, 70 incidents antisémites sont alors recensés de Toulouse à Paris, de Lille à Rouen.

En 2004, sur les 970 actes antisémites comptabilisés par le ministère de l'Intérieur, 260 étaient imputables à ce qu'il appelle des « individus d'origine arabo-musulmane », contre 163 qui étaient le fait de l'Extrême-droite.

La corrélation est donc frappante entre les événements politiques et militaires au Proche Orient et les pics de manifestations d'antisémitisme en France.

Après le 3 janvier 2009, date du déclenchement de l'opération militaire israélienne « Plomb durci » contre des terroristes à Gaza, on enregistrait pour l'année 172 actions et 643 menaces antisémites, sur un total de 815 faits racistes, soit une augmentation exceptionnelle de 77,5% par rapport à l'année précédente. Le lien était immédiat durant le mois de janvier, avec 58 actions, soit plus du tiers du nombre total annuel.

Autre exemple, celui qui suivit le 19 mars 2012, la série d'assassinats antisémites perpétrés par Mohamed Merah à Toulouse : Les violences antisémites atteignaient un pic dans ce même mois de mars, avec 38 actes, sur un total annuel de 177, en hausse de 37,2% par rapport à 2011 (129 actions). On enregistrait également un pic pour les intimidations

antisémites (menaces et actes) de 93 durant ce même mois de mars 2012, sur 437 pour l'ensemble de l'année (+ 21,3% par rapport à l'année précédente).

Reste à savoir si ce que l'on a appelé « *le Printemps arabe* », initialisé en décembre 2010, a modifié la perception du juif ? Fondamentalement, non, répond Nathalie Szerman, directrice du département francophone et des affaires européennes au Middle East Research Institute (MEMRI)²³. Elle précise que le juif demeure un objet de méfiance, les « Protocoles des sages de Sion » sont encore cités en référence pour expliquer les malheurs qui frappent le monde arabe, par des prédicateurs islamistes, mais aussi par des journalistes et d'autres « intellectuels ». Et pourtant, ajoute-elle en conclusion de son étude, quelque chose a changé : le rôle de ce juif fantasmé. Elle note qu'il est de moins en moins une cible commune permettant au monde arabe et musulman de demeurer un bloc uni ; l'ennemi juif ne peut être aussi facilement utilisé par les pouvoirs en place pour rallier des populations frustrées. Par ailleurs, la place que prend le juif fantasmé dans l'imaginaire collectif a diminué, il n'est plus aussi présent. Elle note enfin que l'on n'a pas entendu des cris de « mort aux juifs » lors des manifestations de rues qui ont marqué ce Printemps arabe.

Pour une forte part le phénomène d'un antisémitisme venu du monde arabo-musulman est lié dans les années suivantes à un contexte géopolitique marqué par la montée des radicalismes islamiques sunnite et chiite, de même que par la sortie du thème du conflit israélo-palestinien des revendications des révolutions du « Printemps arabe », et pour certains, par les perspectives d'un accord de paix entre Israël et la Palestine, sous égide américaine.

Ce nouveau type d'antisémitisme lié au djihad trouve ses racines dans plusieurs milieux et se manifeste de diverses manières : On peut citer un antisionisme provenant de l'extrême-gauche pro-palestinienne ; un prosélytisme de l'islam radical prétendant mener un « djihad extérieur », auprès de populations musulmanes en Europe.

Un exemple a été donné le 5 juin 2014, en plein centre de Genève (Suisse) au Molard, où un stand arborant le nom « Ansar al-Charia », un groupe salafiste djihadiste, fondé en Tunisie après la chute de Ben Ali, et classé

²³ Voir son étude : Le Printemps arabe à l'épreuve de l'antisémitisme : Y a-t-il un avant et un après ?, publiée dans le N° 29 des Etudes du CRIF.

internationalement comme une organisation terroriste, arborait le drapeau noir. Ses organisateurs étaient munis de toutes les autorisations officielles cantonales. Un tel stand était apparu le 12 mai sur le marché de Plainpalais.

En France, à la 31^{ème} rencontre des musulmans de France²⁴, organisée par l'Union des Organisations islamiques de France (UOIF) les milliers de participants ont fait une ovation à « l'invité de marque », Hani Ramadan, frère de Tariq, directeur du Centre islamique de Genève : Celui-ci déclarait qu'on avait vu en France un ministre « *qui clairement porte la kippa* », *s'en prendre aux femmes voilées. Pour ce conférencier-vedette, qu'il s'agisse de la situation en Egypte, de la guerre en Syrie, de l'Irak, du Rwanda, de la Centrafrique, tout advient « d'une main qui agit dans l'ombre. Et quelle est cette main ? La barbarie sioniste* ». Il ajoutait, sous les applaudissements, que tout le malheur provient des juifs qui n'ont qu'une idée en tête, concrétiser le rêve du grand Israël. « *L'islam est agressé de toutes parts* » lançait-il, estimant que le danger est partout en Europe avec les lobbies financiers qui pratiquent l'usure. Il lance que les médias sont dominés par les sionistes. Contre ces « manigances internationales du pouvoir sioniste, un seul rempart, estime-t-il, l'islam, quelle qu'en soit la tendance, qu'il s'agisse du tablighs, des salafistes ou des Frères musulmans. Il encourage publiquement les jeunes gens à partir mener le djihad en Syrie, en proclamant : « *Ce n'est pas mal de se rendre en Syrie pour accomplir l'aide humanitaire et au niveau de sa personne* ».

Jusque dans les prisons françaises où les jeunes délinquants sont embrigadés pour des conversions à l'islam et une participation au djihad après leur libération. Le terroriste Ilitch Ramirez Sanchez, dit Carlos, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, il y a trente ans, pour des attentats ayant fait onze mort et 150 blessés à Paris, a traité une lieutenant de l'Administration pénitentiaire de « sale juive », « d'israélienne » et de « sioniste ». Il a été condamné à 1 500 euros d'amende pour outrage à une fonctionnaire.

Le radicalisme islamique

L'islam radical, parmi lequel la mouvance Salafiste prosélyte, développe en Europe un antisémitisme très ancré et primaire qui diffuse dans toutes les communautés musulmanes, relève le sociologue Samir Amgar.

²⁴ Au Bourget, près de Paris, du 18 au 21 avril 2014

Pour Pierre-André Taguieff, cet antisémitisme est consubstantiel de l'islam radical. Il estime que : « *Dans l'histoire des formes de judéo phobie au XXe siècle et au début du XXIe, le phénomène majeur, après l'épisode nazi, aura été l'islamisation du discours antijuif. Cette islamisation ne se réduit pas à l'invocation de versets du Coran ou de certains hadiths. Elle consiste à ériger, explicitement ou non, le Djihad contre les Juifs en sixième obligation religieuse que doit respecter tout musulman* »²⁵. Cette forme de « *djihad mondial* » lancé par les islamistes radicaux utilise comme symbole la « *cause palestinienne* » pour combattre Israël et ce qu'ils appellent « *le sionisme mondial* ». Taguieff note que les prédicateurs islamistes salafistes diffusent en France, et partout en Europe, ce qu'il désigne être « *une version apocalyptique du combat final contre les Juifs* ».

Cet islamisme radical, ne doit pas être confondu avec la pratique modérée et équilibrée de la religion de la grande majorité des arabomusulmans d'Europe.

Les thématiques de l'islamisme radical

La propagande antisémite de l'islam radical se manifeste en Europe autour de quatre thèmes au moins :

- En développant le thème du complot mondial, cette fois israélo-américain, et son avatar, celui de la finance juive responsable de la crise mondiale ;
- En assimilant l'antisémitisme à l'antisémitisme, l'objectif est de « délégitimer » l'Etat d'Israël sur la scène internationale et, dans le même temps, d'exclure les juifs partout où ils se trouvent, sur le modèle de ce que fit l'Allemagne hitlérienne, en niant aux juifs allemands leurs droits civils. C'est en particulier le ressort de la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement –Sanctions) qui se développe contre Israël dans nombre de pays européens et aux Etats-Unis. Son initiateur Omar Barghouti, de Ramallah, déclare vouloir convaincre l'opinion publique occidentale qu'Israël est « un Etat d'apartheid », en utilisant la terminologie occidentale des Droits de l'homme, et en développant contre les Juifs les thèmes « liberté », « justice » et « droits » des Palestiniens. L'objectif est un boycott

²⁵ Voir Taguieff : « Ces islamistes malades de la haine des Juifs », Le point, 11 octobre 2012.

économique, culturel et académique d'Israël en Europe, avec, pour l'heure, de faibles résultats.

- Inversant le thème de la Shoah, en assimilant le sionisme à un nazisme en Palestine. L'amalgame s'énonce de la manière suivante : Les juifs hier persécutés par les nazis, sont les nazis d'aujourd'hui qui persécutent les Palestiniens. Le second volet étant de parler de « sionisme » pour désigner le judaïsme.
- En développant la « théorie du double standard » qui revient à mettre à égalité l'extermination de six millions de juifs européens durant la Shoah, avec le racisme et la xénophobie dont souffrent certaines populations musulmanes ou immigrées. Dans ses réflexions sur la judéo phobie contemporaine, Pierre-André Taguieff dénonce ce « poncif », ce « cliché de propagande » selon lequel « *l'islamophobie d'aujourd'hui est la répétition de l'antisémitisme d'hier* ».

Pour Taguieff, il s'agit « *d'une diffamation globale, permanente, entretenue par une partie du système médiatique, rallié au point de vue « antisioniste », et relayant des rumeurs négatives », véhiculé par un « gauchisme culturel ».*

On en arrive à ce que Taguieff appelle : « *L'expression de la banalisation d'une culture antijuive dans certains milieux issus de l'immigration de culture musulmane, endoctrinés par des islamistes* ». C'est ce que le Hamas résume dans sa Charte (article 28- aout 1988) par la formule : « *Israël, parce qu'il est juif et a une population juive, défie l'islam et les musulmans.* » Ainsi, le conflit israélo-palestinien est-il aujourd'hui transformé en un méga-conflit « sionisto-islamiste ».

Taguieff fait remarquer, à juste titre que la judéo phobie dans l'Histoire, n'a cessé de prendre des formes nouvelles, de s'adapter à l'esprit du temps, de trouver de nouveaux alibis, d'inventer des justifications inédites.

Rappelons que la collusion Vert/Brun a pris racine dans les pays arabo-musulmans dès la fin du XIXe siècle, puis tout au long du XXe siècle, symbolisée par une large diffusion des « *Protocoles des Sages de Sion* », pseudo texte juif fabriqué par la police du Tsar de Russie avant la guerre de 14-18. Dans les années 2 000, la production antisémite européenne continue à trouver des débouchés dans les pays arabo-musulmans avec la diffusion d'une littérature, de cassettes, et à présent de sites islamiques radicaux

propageant les thèses négationnistes et l'assimilation des juifs et des israéliens aux nazis.

Il faut noter que les négationnistes européens ont une vaste audience dans de nombreux pays arabes, les Français tout particulièrement : Garaudy y est présenté comme un héros, financièrement soutenu par les Etats syrien et iranien, comme Soral aujourd'hui et son ami pseudo-humoriste Dieudonné M'Bala M'Bala. La télévision Al-Jazeera invite Robert Faurisson, qui est de même l'hôte des islamistes jordaniens. Mohamed Latrèche, du PMF, organise des meetings avec le négationniste Serge Thion.

Cette propagande revient ensuite sur l'Europe, portée par des médias arabes et par les sites de l'islamisme radical, pour toucher une frange non négligeable de jeunes.

En France, pour la première fois, la mouvance antisioniste portée par Alain Soral, venu du Front national, qui se dit « national-socialiste », et Dieudonné M'bala M'bala a fait sa jonction avec l'ultra-droite composée de groupuscules tels que Action française, Civitas, Gud, Renouveau français et des militants des associations dissoutes de l'Œuvre française et des Jeunesses nationalistes, qui ont manifesté ensemble, le 26 janvier 2014 dans le cadre d'un « jour de colère ». Le seul point commun qui les rassemblait dans les rues de Paris était « la haine du juif », autour de slogans antisionistes : une « France fascistoïde » ainsi que la qualifiait le quotidien « Le Figaro ». Ainsi, après l'alliance Brun/Rouge, assistait-on à la naissance d'une alliance Brun/antisionisme.

Le cas Dieudonné

Derrière l'amuseur public Dieudonné, derrière le « gag » de la « quenelle » qui se veut « antisystème », derrière l'usage intensif et systématique des réseaux promotionnels sur l'Internet, se cache en réalité un militant engagé, de son vrai nom, Dieudonné M'bala M'bala qui développe des discours politiques violemment antisémites qu'il faut rappeler sans complaisance.

En campagnes électorales : Le masque est tombé la première fois avec le lancement, en mars 2009, au Théâtre de la Main d'Or, d'une « liste antisioniste » conduite par Dieudonné, pour la circonscription Ile-de-France dans les élections européennes (7 juin 2009). Il était secondé par Alain Soral qui n'avait pas obtenu d'être tête de liste du Front national en

Ile-de-France, et qui quitta ce parti en février 2009 pour rejoindre le « Parti antisioniste ». Ce parti est présidé par le leader de la Communauté chiite iranienne de France, Yahia Gousmi. Les candidats inscrits sur cette liste étaient issus de groupuscules politiques allant des marges de l'extrême-droite, à celles de l'extrême-gauche. Au cours de la conférence de presse de lancement de sa liste, Dieudonné accusa les « esclavagistes » du « système sioniste » de dominer la métropole. La liste de Dieudonné reçut le soutien d'Illich Ramirez Sanchez (Carlos, détenu pour terrorisme).

Cette liste réalisa un score de 1,30 % en Ile-de-France, (36 601 voix) avec son meilleur score de 2,83% en Seine-Saint-Denis, et une pointe de 5,18% à Clichy-sous-Bois (4,92% à Stains ; 4,9 % aux Mureaux ; 4,84% à Bobigny ; 4,22% à Saint-Denis ville). A Paris, la liste antisioniste de Dieudonné a dépassé le 1,5 % dans les XIXe et XXe arrondissements.

Déjà en juin 2004, aux élections européennes, Dieudonné M'bala M'bala avait figuré sur une « Liste Euro-Palestine » à Paris. Elle obtint un score de 1,83% en Ile-de-France., avec un pic de 10,75% à Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise).

Adoubé par l'Iran des Mollahs. Les relations de M. M'bala M'Bala avec le régime des mollahs iranien sont sans ambiguïté. Déjà, lors de la campagne électorale de 2009, ses amis et ses opposants avaient ouvert une polémique sur un possible financement par Téhéran.

En septembre 2011 il se rend, en famille, dans la capitale iranienne où il est longuement interviewé par la télévision officielle Sahar TV, devant laquelle il développe ses principaux thèmes politiques. Puis il enregistre à Téhéran une vidéo en aout 2013²⁶.

Antisionisme égale Antisémitisme : Interviewé dans un vaste fauteuil, au côté d'un monumental portrait en pied de l'imam Khomeiny, Dieudonné M'Bala M'bala précise bien à la télévision ce qu'il entend par « sionisme » en déclarant clairement : « Le sionisme a tué le Christ. C'est le sionisme qui prétendait que Jésus est le fils d'une putain ». Ainsi, la forme nouvelle d'antisémitisme qu'est l'antisionisme est clairement énoncée.

Le second thème développé est celui du « complot sioniste/juif », et de « l'invasion » juive. Dieudonné déclare ainsi à Téhéran : « Israël est un projet quasi terminé. Je pense qu'Israël ne survivra pas à cette décennie. Et finalement les sionistes les plus hystériques vont être obligés de se déplacer. Il vont donc arriver en France, là où le Président de la République est un

²⁶ Images diffusées par MEMRI- The middle east media and research Institut

sioniste invétéré, ainsi que les medias et la plupart des institutions françaises qui sont sous contrôle des sionistes ». Il ajoute que « Paris est devenu aujourd'hui une capitale du sionisme ». Montrant des policiers ou des militaires faisant « la quenelle », dont il refuse de donner la définition, il prédit une « révolution prochaine en France (...) Ce serait bien qu'il y ai bientôt un coup d'Etat (...) c'est le chemin qui nous conduira vers la victoire ». Pour Dieudonné, la France sera le premier point de repli de ces « sionistes », avant les Etats-Unis.

Le choc des civilisations : Le troisième thème politique de Dieudonné est celui de la victoire de l'islam radical dans un choc prochain de civilisation (décrit par Huntington) face aux Juifs. Il déclare ainsi, à la télévision de Téhéran : « Les valeurs islamiques arrivent de partout dans le monde. C'est pour cela que le sionisme développe aujourd'hui une communication islamophobe : A la télévision, dans les discours politiques, pour le sionisme, l'ennemi premier de la démocratie, c'est l'islam ».

Qualifiant le sionisme/judaïsme de « science du mensonge, de haine profonde de l'humanité », Dieudonné y voit « une épreuve envoyée à l'humanité, que nous allons surmonter. Nous survivrons au sionisme » lance-t-il.

Appel aux chrétiens contre les juifs : Dans son combat phantasmagique qui trouve écho chez les mollahs, Dieudonné appelle à une alliance islam/chrétienté. Il déclare : « Dans l'islam, il y a un respect pour Jésus qui annonce la venue du prophète, du Messenger ». Il lance devant les téléspectateurs iraniens : « Il faut aujourd'hui convaincre les chrétiens, comme cela se fait au Liban, de se joindre au grand mouvement islamique universel, qui est la porte vers la liberté ».

Il prétend alors que « depuis quelques années, on assiste à une guerre médiatique ouverte contre les musulmans. La volonté est de les séparer des chrétiens ». Sa vision obsessionnelle est que « le sionisme, partout où il arrive, tente d'abroger les valeurs morales d'un pays... Puis vient l'islam qui libère les populations qui sont de plus en plus attirées par lui ».

Prosélyte d'un islam radical : Le quatrième thème de Dieudonné M'bala M'bala est donc que « l'heure est venue de constituer un large front contre le sionisme : les musulmans doivent tendre la main aux chrétiens ». Il avance alors que « les chrétiens sont aujourd'hui perdus ; ils doivent rejoindre l'islam ouvert, cet islam moderne qu'a lancé l'iman Khomeiny, qui est une perspective universelle qui concerne la planète toute entière, tous les continents qui se battent contre l'injustice qui a pour nom le

sionisme ». Dieudonné se fait ainsi le propagandiste d'un djihad universel. Il ne cache pas, en exhibant une écharpe que le leader « des combattants fiers du Hamas », Khaled Mechaal, lui aurait offerte personnellement « lors d'une rencontre dans la région, là-bas, chez le Hamas, aux portes d'Israël ». Il illustre ainsi son engagement politique auprès d'une organisation qualifiée de « terroriste » par la communauté internationale.

Admiration pour les mollahs chiïtes : Enfin, probablement en signe de reconnaissance, et de détestation de la France, Dieudonné M'bala M'Bala, exprime-t-il son admiration pour l'Iran des mollahs, devant les téléspectateurs de la télévision officielle. Rappelant qu'en Iran, le pouvoir est bicéphale « il y a d'un côté les politiques, et de l'autre les sages, malheureusement cela n'existe pas en France ». Il en conclue que « c'est pour cela que dans ce pays, la guerre contre l'islam est devenue une priorité ». Signalant que son fils l'accompagne dans ce voyage, il ajoute que celui-ci est « impressionné de voir un pays debout, fier et exemplaire. Nous avons besoin d'exemple, et qu'il y a une vie après le sionisme ».

Incontestablement, Dieudonné ne peut se retrancher derrière le statut d'un humoriste, ou d'un artiste, il est bel et bien un militant politique qui enfourche les formes récentes les plus virulentes de la judéophobie, constituant une menace pour l'Europe²⁷

II. Le populisme politique, deuxième foyer de l'antisémitisme :

Dans les pays européens à forte tradition antisémite, comme en France, Russie, Autriche, Roumanie, Pologne, Hongrie, Suisse ou Grèce, on retrouve aujourd'hui un discours antisémite structuré par des partis politiques qui ont souvent réalisé des percées électorales significatives. Ces partis politiques se situent dans la mouvance d'extrême droite qualifiée aujourd'hui de « populiste ».

****Le populisme français joue sur les thèmes de la crise économique et sur le chômage. Alors que dans les années trente, c'étaient les juifs qui étaient rendus directement responsables, aujourd'hui ce sont les étrangers. Mais les vieilles tendances antisémites refont régulièrement surface, particulièrement dans la bouche de son président d'honneur, Jean-Marie Le Pen.**

²⁷ Etude publiée le 14 janvier 2014 dans la Lettre du CRIF

****Le populisme néerlandais de Geert Wilders, le PVV, utilise la peur de la perte d'identité, en se focalisant sur l'islam, dont le Coran est comparé à Mein Kampf.**

****Le populisme hongrois incarné par Victor Orban, Premier ministre depuis 2010, a mené son parti, le Fidesz, en tête des dernières élections législatives (44,50 % des voix), en dénonçant les « ennemis de l'intérieur ». Il reste marqué par la collaboration active de son pays avec les Croix Fléchées nazies, qui participèrent activement à l'extermination des juifs hongrois. Le Fidesz vient de dresser une liste de noms de juifs hongrois.**

Néanmoins, le Fidesz a récemment perdu des voix au profit du « Jobbik » dirigé par Gabor Vona qui a obtenu un score de 20,50 %, lui attribuant 23 sièges au parlement hongrois. Le fondateur du Jobbik a la particularité de militer pour un « touranisme », idéologie pro turque qui attribue des origines asiatiques au peuple magyar, comme le fit Ferenc Szalasi, leader des Croix Fléchées nazies. Certains commentateurs lui attribuent la tendance de « populisme islamique ».

****Le Parti populaire danois (DF) a obtenu son succès (26,7%) aux élections européennes de 2014 sur le thème de la xénophobie et de l'arrêt de l'immigration des musulmans, en prenant garde d'éliminer toute allusion à l'antisémitisme, accusant le Front National français de refuser cette ligne.**

****Le populisme italien du mouvement Cinq Etoiles est incarné par l'amuseur public à la télévision Beppe Grillo qui puise ses discours aussi bien dans l'extrême-droite que dans l'ultra-gauche. Ses diatribes visent indistinctement les juifs, l'Europe, les immigrés, les francs-maçons... Encore marginal en 2012, il a obtenu aux élections de février 2013, le vote de plus d'un italien sur quatre, en surfant sur les scandales de l'ère Berlusconi. Au Sénat, où il représente la troisième force politique, il prône une démocratie directe sans partis et sans représentants, et dans le même temps interdit à ses élus de s'exprimer dans les médias, selon des méthodes fascistes.**

****Le populisme grec est représenté par le parti Aube Dorée qui s'est allié au Rassemblement populaire orthodoxe (LAOS), pour réunir 13% des votes aux dernières élections au Parlement européen. Il réunit un large panel de négationnistes et de néo-nazis. Alors que certains dirigeants de ce parti sont poursuivis devant les tribunaux, Aube Dorée réplique qu'il est victime d'un complot « américano-israélo-européen ».**

****A contrario, le parti de la Grande Roumanie (PRM, Partidul Romania Mare), de Corneliu Vadim Tudor a baissé lors des élections européennes. Son fondateur- leader, ancien chantre des époux Ceauscescu, n'a cessé de dénoncer, pêle-mêle, le « politiciens pourris qui ont pillé le pays, les juifs, les membres de la minorité hongroise, les Américains. A l'automne 2 000, Tudor avait remporté 27% des voix à l'élection présidentielle, en seconde position, mais au cours des deux législatures suivantes, le PRM ne fut plus représenté au Parlement roumain. Les attraits démocratiques et économiques de l'Union européenne ont vidé le PRM de ses arguments extrémistes**

****Phénomène de curiosité, le premier élu néo nazi allemand fait son entrée au Parlement européen, au lendemain des élections européennes de 2014. Udo Voigt, 62 ans, ancien président du Parti national-démocrate (NPD) pendant quinze ans, qui a mené la liste de cette formation ouvertement antisémite, révisionniste et raciste au scrutin européen, fait son entrée au Parlement européen , alors que son parti n'a recueilli que 1% des voix en Allemagne. Fils d'un membre des sections d'assaut du parti nazi, ce nouveau député européen allemand avait été condamné, il y a dix ans pour avoir qualifié Adolf Hitler de « grand homme d'Etat ». Il avait également mis en doute l'ampleur de la Shoah, réclamé la restitution des terres allemandes perdues après 1945 et appelé ses électeurs au « combat armé ». Il a diffusé une affiche de campagne le montrant chevauchant une moto avec le slogan : « Plein gaz ! »**

Alors qu'en Europe occidentale, les partis populistes fructifient, dans l'Est ils déclinent : Quasi disparue du paysage politique en Pologne, l'extrême-droite baisse nettement en Slovaquie et stagne en Bulgarie. La seule exception est la Hongrie.

C'est sur le terreau d'une opinion publique de plus en plus hostile aux Juifs que prospère les partis populistes :

Selon une étude sur « L'intolérance, les préjugés et la discrimination » publiée par la Fondation Friedrich Ebert (Allemagne) :

***Près de 75% de citoyens polonais affirmaient en 2012 que les Juifs chercheraient à exploiter la Shoa à leur profit, parmi lesquels 30% sont tout à fait d'accord pour prétendre que « les Juifs essaient de prendre avantage d'avoir été victimes pendant la période nazie ».**

***Environ 70% des Hongrois avancent que les Juifs ont trop d'influence dans leur pays, parmi lesquels 39% croient fortement que les Juifs veulent tirer profits et avantages de la Shoah.**

***Pour près de 40% de personnes interrogées dans de nombreux pays européens, Israël mènerait « une guerre d'extermination » contre les Palestiniens » : soit 63% en Pologne, 48% en Allemagne, 49% au Portugal, 42% en Grande-Bretagne, 41% en Hongrie, 39% aux Pays-Bas, 38% en Italie.**

On peut citer tout particulièrement, au sein des parlements de deux Etats membres de l'Union européenne, les partis politiques xénophobes et antisémites, « Jobbik » en Hongrie, et Aube Dorée » en Grèce.

Pour le premier, on note « qu'en quelques années seulement, les populistes hongrois, venus de nulle part, ont attribué tous les maux de leur pays à « l'ennemi venu de l'intérieur, dans ce cas précis, un demi-million de Roms et 100 000 juifs »²⁸.

Quant au parti populiste « Aube Dorée », il utilise dans son programme politique des images nazies pour diaboliser les Juifs et les immigrés, dans un pays qui oublie qu'il avait été brutalement occupé par le Troisième Reich.

Le sociologue Didier Lapeyronnie met en évidence une corrélation entre l'exclusion sociale d'une part, et d'autre part des attitudes d'antisémitisme et de racisme, particulièrement en période de mondialisation et de crise économique. Pour structurer une représentation du monde dans lequel il est exclu, cet antisémite-là se dit : « Les juifs sont tout, si je suis exclu ; les juifs sont intégrés. Si je suis pauvre, ils sont riches. Si je suis méconnu, ils sont reconnus (...) Si je suis dépourvu de communauté, il en a une. Si je suis impuissant, ils sont puissants (...) Si « je suis de nulle part », il y en a partout, et c'est bien le problème (...) ».

Constatant qu'« un processus de marginalisation des Juifs est potentiellement possible », le philosophe Shmuel Trigano ose un parallèle contemporain avec le rôle que remplissait dans la Grèce Antique, le « *pharmakos* », cet homme qui, après avoir été entretenu et honoré pendant

²⁸ The Indépendant, U.K. 5 mai 2012

un temps par la Cité, est ensuite sacrifié, lors d'une cérémonie rituelle, dans le but d'expurger ainsi la Cité de ses péchés et de son impureté.

Dans les pays européens à faible tradition antisémite, comme la Grande Bretagne, Scandinavie, République tchèque, Italie, Espagne, Pays Bas, les partis politiques d'extrême-droite qui s'y développent utilisent moins la rhétorique anti-juive.

L'Allemagne est un cas particulier en raison de son histoire. On y constate néanmoins, depuis peu un ébrèchement, une fragilisation des effets de l'éducation contre le nazisme et l'antisémitisme, qui se manifeste par une radicalisation significative des forces politiques de droite. Le relativisme du génocide se développe sur le thème selon lequel c'est le peuple allemand qui a souffert de la seconde guerre mondiale, et pas les juifs, et que ceux-ci sont moins victimes que ne le sont aujourd'hui les palestiniens.

Les élections européennes du 25 mai 2014, ont placé en tête trois partis populistes : le Front national, en France (25%), l'UKIP en Grande Bretagne (27,5%) et le Dansk Folkeparti- DF- au Danemark. Les partis d'extrême-droite font d'importantes progressions en Autriche, en Hongrie, en Suède et en Grèce, alors qu'en Italie le parti de Beppe Grillo (21%) est contenu. En Hongrie le parti antisémite Jobbik a réuni près de 15% des votes. En Grèce, le parti Aube dorée a réuni 9,4% des voix. Le Parti national démocratique d'Allemagne –NPD- a été crédité de 1% des votes.

Pour le directeur de l'Anti-Defamation League –ADL- Abraham Foxman : « Il ne fait aucun doute que l'extrémisme politique est à la hausse en Europe, avec elle l'antisémitisme est en hausse aussi », estimant que « le succès électoral alarmant » de ces partis populistes vont augmenter le sentiment d'insécurité des juifs d'Europe.

III. L'Extrême-droite, véhicule de l'antisémitisme traditionnel :

Celle-ci se recrute toujours chez les catholiques intégristes ou ultra-conservateurs, et dans certains pays européens parmi les Eglises orthodoxes. Son évolution actuelle est d'avoir fait jonction avec l'Extrême-Gauche « national-socialiste ».

En Espagne, sur un mode insidieux, mais pas moins dangereux et porteur d'un antisémitisme catholique traditionnel, le quotidien ABC, troisième plus importante publication du pays, avec un tirage de 280 000 exemplaires papier/jour, a publié une série de neuf chapitres sous le titre : « Mort sur la Croix- Au-delà de Jésus » (*La Muerte en la Cruz*), comportant une partie consacrée au meurtre rituel sous le titre « Le petit Domingo de Val, l'enfant » (*Dominguito de Val, el Niño*), qui, selon la légende, aurait été crucifié en 1243 par les juifs de Saragosse, capitale de l'Aragon. Cette légende rapportée par Alphonse X le Sage, reprenait une pseudo tradition imputant aux juifs la crucifixion d'enfants catholiques, le Vendredi saint, pour recueillir leur sang. A la suite d'une lettre adressée par le Centre Simon Wiesenthal au président du gouvernement d'Espagne, Mariano Rajoy Brey, le quotidien a retiré cet article de son site et a présenté des excuses.

En France, au cours de la manifestation de rue dite du « *Jour de colère* » contre la politique du Président de la République, François Hollande (26 janvier 2014), on a pu entendre des cris antisémites poussés par certains, qualifiés par Robert Badinter, ancien Garde des Sceaux, de « *provocation fasciste* ». Il constatait que « *c'est la première fois depuis la fin de l'Occupation que l'on entend hurler dans les rues de Paris « dehors les Juifs ». Après la Guerre, on n'osait plus tenir de tels propos* »²⁹.

On peut également citer des formes d'antisémitisme archaïques, comme par exemple en Hongrie où il a un peu plus d'un an, un appel était lancé lors d'une séance au Parlement afin de recenser les juifs qui représenteraient « une menace pour la sécurité nationale », ravivant ainsi le terrible souvenir des politiques nazies. Ou encore en Roumanie, où en décembre 2014, une chaîne de télévision publique avait diffusé un chant de Noël aux paroles antisémites.

²⁹ Journal Le Parisien ; 2 Février 2014.

Le créateur et chef historique du Front National pratique régulièrement la stratégie des « débordements verbaux », présentés devant les tribunaux comme étant des « dérapages ». Ainsi, en juin 2014, devant la presse, et alors que des artistes français avaient exprimé leur inquiétude devant les scores électoraux faits par son parti, particulièrement des chanteurs comme Patrick Bruel, Jean-Marie Le Pen avait glissé : « *On fera une journée la prochaine fois* ». Déjà, en septembre 1987, il avait déclaré (RTL) que les chambres à gaz sont « un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ». A nouveau, le 5 décembre 1997 à Munich, il réduit la Shoà à « un détail ». En septembre 1988, à propos de Michel Durafour, alors ministre de la Fonction publique, il fait un jeu de mot avec « Durafour crématoire ». Le 26 août 2004, il proteste auprès du président du Parlement européen, Josep Borrell, contre la condamnation que celui-ci avait lancé contre Bruno Gollnisch, député européen et numéro deux du FN, qui avait « remis en cause » l'existence des chambres à gaz. En août 2008, le leader du FN qualifie à nouveau les chambres à gaz de « détail de l'histoire » dans un entretien accordé au magazine « Bretons ».

Néonazis : Face à ces « contournements » et « jeux sémantiques » qui empêchent de faire du Front National, un parti fréquentable, la réalité d'une activité néonazie en France ne peut être sous-estimée :

Ainsi, début juin 2014 deux jeunes militants néonazis avait été interpellés et mis en garde à vue à Mulhouse et Huningue (Haut-Rhin), soupçonnés d'être les auteurs d'inscriptions antisémites et nazies, découvertes le 8 mai précédent, en six endroits différents de Saint-Louis et Huningue, dont un lycée. A quelques heures des cérémonies commémorant la fin de la Seconde Guerre mondiale et la capitulation des nazis, les inscriptions portaient « Juden Raus » (Les juifs dehors), des étoiles de David, ainsi que des symboles et sigles de la Waffen SS.

Quelques jours plus tard, dans le Doubs, une demi-douzaine d'individus soupçonnés d'appartenir au groupe néonazi « *Blood and Honour C18* » (Sang et Honneur Combat 18) étaient interpellés par la Gendarmerie nationale « pour organisation et participation à un groupe de combat », et « association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un délit puni de dix ans de prison ». En effet, le site de ce groupe néonazi qui proclame : « Nous sommes une organisation terroriste », annonçait un prochain passage à l'action. Il avait publié auparavant une photo de huit hommes cagoulés

portant des armes, dont une kalachnikov, un fusil à pompe et des fusils de chasse, en annonçant qu'ils étaient prêts à passer à l'acte « pour défendre nos idéaux nationalistes ». Dans le même temps, des tags avaient été découverts sur plusieurs bâtiments aux alentours de Besançon. Ce groupe, qui célèbre tous les ans l'anniversaire d'Hitler, était surveillé par la cellule nationale d'enquête de la Gendarmerie nationale qui agit sur les groupuscules extrémistes.

Négationnistes : L'expression des groupuscules révisionnistes français et leurs actions ont pris un tour et des moyens nouveaux avec une collusion étroite avec l'Iran des Mollahs, particulièrement sous la présidence d'Ahmadinejad.

Ainsi, à l'occasion du 30^e Festival international du film de Téhéran (février 2012) dont le thème était « *L'hollywoodisme dans la décadence humaine* », et « *L'hollywoodisme et l'Holocauste* », le négationniste français Robert Faurisson, y fit une communication intitulée : « Contre l'hollywoodisme, le révisionnisme ». Il expliquait les objectifs de ce Festival : « Il s'agit de décrypter une certaine propagande par le film, de caractère américano-sioniste, tendant parfois à glorifier « l'Holocauste » ou « la Shoah ». Plusieurs autres négationnistes étaient présents à ce festival : Marie Bruchet, représentant Vincent Reynouard qui a présenté un documentaire sur l'hollywoodisme ; Paul-Éric Blanrue dont le discours largement diffusé portait sur « une description de l'Entité sioniste avec son « cœur », ses « poumons », et son « cerveau atteint d'obsession shoatique », la journaliste Béatrice Pignède qui a présenté un documentaire consacrée à la loi Gayssso qui sanctionne le révisionnisme, intitulé « Main basse sur la Mémoire » . Faurisson déclarait à son retour à Paris : « Ahmadinejad occupe une position éminente, et son courage est indéniable, mais, en ce qui nous concerne, il est un révisionniste parmi d'autres révisionnistes, et c'est à ce titre que les révisionnistes du monde entier ne peuvent que lui rendre hommage. Plus que courageux, son comportement est héroïque... ».

L'Iran a une longue tradition de soutien, y compris financier, des négationnistes. Dès 1987, l'ambassade d'Iran à Paris avait remis un chèque de 120 000 francs à la librairie néo nazie Ogmios. Le 13 avril 2010, l'ambassadeur de la République islamique d'Iran en France, Sayed Mehdi Miraboutalebi, avait reçu une forte délégation de l'extrême droite française. Par la suite, nombre d'entre eux firent le voyage de Téhéran

pour rencontrer le président Ahmadinejad parmi lesquels: Yahia Gouasmi, fondateur du centre Zahra, Dieudonné, Maria Poumier, Ginette Skandrani, Paul-Éric Blanrue. Thomas Werlet, chef des néonazis du Parti solidaire français (PSF) a été reçu par Husseini, ministre de la culture de Téhéran (octobre 2011) qui lui a demandé de participer à la première « Grande marche sur Jérusalem » qui devait avoir lieu en mars 2012, avec des activistes venus d'Italie, de France, d'Australie, de Chili, de Cuba, d'Inde de Norvège, de Turquie, du Royaume uni, particulièrement.

Sur l'ensemble des pays européens on constate que les supports de l'antisémitisme se diversifient, allant des écrits, des invectives sur la voie publique aux manifestations publiques comme les rencontre sportives, en passant par l'utilisation de l'Internet et des réseaux sociaux, ou de représentations théâtrales.

Il faut souligner que l'antisémitisme est indissociable des autres formes de racisme et de xénophobie, bien que spécifique dans ses origines et ses manifestations. La lutte contre ces phénomènes racistes attentatoires aux valeurs des Droits de l'homme et à la démocratie nécessite une forte réaction des pouvoirs publics. Elle nécessite également la mobilisation des familles politiques démocratiques, et aussi, et peut-être surtout de l'ensemble des citoyens européens, des opinions publiques, de la société civile et de ses Organisations non gouvernementales (ONG) qui doivent, avec fermeté, rejeter ce poison qui risque d'être fatal à nos sociétés.

G.F- Juin 2014

N.B : La recommandation « Agir contre l'antisémitisme en Europe » soumise à la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, de même que le rapport ci-dessus qui l'a étayée, ont été élaborés par un Groupe de travail initié et présidé par Annelise Oeschger, présidente de la Commission droits de l'Homme de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, et composé de membres de la Conférence des OING : Michel Aguilar, Manuele Amar, Monique Bouaziz, Richard Fischer, Brigitte Kahn, Nicole Kahn, Marc Leyenberger, Salomon Levy, Mary Liling, Jean-Bernard Marie, Gilbert Meyer, Michèle Muhlmann Weill, Gilbert Nerson, Marie-José Schmitt.

